

NATURE ET SOCIÉTÉ

P.-M. BOSCH,
J.-M. SOURISSEAU,
P. BONNAL, P. GASSELIN,
É. VALETTE, J.-F. BÉLIÈRES,
COORDINATEURS

Préface de Harriet Friedmann

DIVERSITÉ DES AGRICULTURES FAMILIALES

EXISTER,
SE TRANSFORMER,
DEVENIR



éditions
Quæ

DIVERSITÉ DES AGRICULTURES FAMILIALES DE PAR LE MONDE

EXISTER,
SE TRANSFORMER,
DEVENIR

PIERRE-MARIE BOSC, JEAN-MICHEL SOURISSEAU,
PHILIPPE BONNAL, PIERRE GASSELIN,
ÉLODIE VALETTE, JEAN-FRANÇOIS BÉLIÈRES,
COORDINATEURS

À propos du CTA

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.



Pour plus d'informations sur le CTA, visitez www.cta.int.

Éditions Quæ
RD 10
F-78026 Versailles Cedex
www.quae.com

© Éditions Quæ, 2015
ISBN : 978-2-7592-2267-4

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation des éditeurs ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

■ SOMMAIRE

Préface 7

Introduction 13

Jean-Michel Sourisseau, Pierre-Marie Bosc, Philippe Bonnal,
Jean-François Bélières, Pierre Gasselin, Élodie Valette

LES LOGIQUES NON MARCHANDES, UN « ARCHAÏSME » À REVISITER

Introduction 23

Pierre-Marie Bosc

**L'agriculture familiale de Podlasie polonaise :
anachronisme ou potentiel ignoré ?** 27

Pascal Chevalier

**Agriculture urbaine et périurbaine,
les exploitations laitières du Caire, Égypte** 41

Annabelle Daburon, Véronique Alary, Ahmed Ali, Mohammad El-Srogi,
Jean-François Tourrand

**L'intégration aux marchés internationaux pour
les exploitations familiales cotonnières au Mali** 57

Mamy Soumaré, Jean-François Bélières,
Michel Passouant, Moumouni Sidibé

**La fragilité de la sédentarisation
d'une population pastorale peule au Bénin** 75

Isabelle Droy, Jean-Étienne Bidou

L'ANCRAGE LOCAL ET LA MIGRATION COMME LES DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE

Introduction 93

Élodie Valette

L'agriculture familiale diversifiée multilocalisée au Nicaragua 95

Sandrine Fréguin-Gresh, Anaïs Trousselle, Geneviève Cortes

Le moment <i>iony</i> et la paysannerie indienne de l'Équateur	111
Michel Vaillant	
L'agriculture dans le sud du Mozambique, une activité fondée sur les migrations de travail	127
Sara Mercandalli	
AUX LIMITES DE L'AGRICULTURE FAMILIALE, DES FORMES PATRONALES DE PRODUCTION ?	
Introduction	145
Jean-Michel Sourisseau	
Entre firmes et exploitations patronales, de petites plantations familiales éphémères en Indonésie	149
Stéphanie Barral	
L'agriculture familiale au Brésil, modernisée et intégrée	163
Osmar Tomaz de Souza, Philippe Bonnal, Leonardo Beroldt, Renata Menasche	
Entreprises familiales agricoles, territoires et politiques en Argentine	179
Sophie Chaxel, Roberto Cittadini, Pierre Gasselín, Christophe Albaladejo	
DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS ENTRE LES STRATÉGIES DE SURVIE ET D'ACCUMULATION	
Introduction	197
Pierre Gasselín	
L'agriculture familiale à l'épreuve de la sécheresse et de la libéralisation au Sénégal	199
Ibrahima Hathie, Cheikh Oumar Ba	
Stratégies d'accumulation à long terme et exploitations familiales agricoles au Cameroun	213
Philippe Pédelahore	
L'incertaine intégration marchande des exploitations familiales à Madagascar	229
Nicole Andrianirina	
L'ORGANISATION FAMILIALE ENTRE ATOUT COLLECTIF ET LIMITATION DES STRATÉGIES INDIVIDUELLES	
Introduction	247
Jean-François Bélières	
De la grande à la petite famille au Burkina Faso : générations et statuts bousculés	251
Sébastien Bainville	

Une famille et son système d'exploitation pastoral sans frontières, entre Niger, Tchad et Nigeria	263
Bernard Bonnet, Ousman Malam Ousseini, Issoufou El Hadj Attoumane	

AU-DELÀ DE L'AGRICULTURE FAMILIALE,
DES ENJEUX POLITIQUES ET TERRITORIAUX
DÉTERMINANTS

Introduction	281
Philippe Bonnal	
Émiettement des exploitations familiales irriguées du sud de l'Inde	285
Frédéric Landy	
Sur le toit du monde, les pasteurs du plateau tibétain face au changement	301
Ruijun Long, Xiao Jing Qi, Luming Ding, Tingting Yang, Thierry Bonaudo, Bernard Hubert, Jean-François Tourrand	
L'agriculture familiale dans la société kanak contemporaine	315
Séverine Bouard, Leïla Apithy, Stéphane Guyard	
Conclusion : Apports méthodologiques et conceptuels	327
Philippe Bonnal, Pierre-Marie Bosc, Jean-Michel Sourisseau, Pierre Gassel, Jean-François Bélières, Élodie Valette	
Références bibliographiques	355
Liste des auteurs	381

L'AGRICULTURE FAMILIALE AU BRÉSIL, MODERNISÉE ET INTÉGRÉE

Osmar Tomaz de Souza, Philippe Bonnal,
Leonardo Beroldt, Renata Menasche

La vallée du Taquari est une région localisée dans le centre-est de l'État de Rio Grande do Sul. Elle se caractérise, entre autres choses, par l'importance sociale, économique et territoriale de son agriculture familiale. Celle-ci, aux caractéristiques très particulières, puise son origine dans les migrations allemande et italienne de la fin du XIX^e siècle. La référence à la migration fondatrice de cette forme d'agriculture est omniprésente, à tel point que celle-ci est communément désignée, dans l'État du Rio Grande do Sul, par l'expression « agriculture coloniale » afin de rappeler qu'elle résulte des pratiques agricoles et des organisations socio-économiques de production mises en place par les colons européens dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Mais, alors qu'elle était très diversifiée à son origine, l'agriculture coloniale de la vallée du Taquari est devenue une agriculture spécialisée, intensive, fortement structurée par un mouvement coopératif puissant et profondément intégrée aux industries alimentaires régionales. Le processus de modernisation et d'intégration agro-industrielle de la forme originelle de cette agriculture a largement été induit par les politiques agricoles, d'abord dans les années 1970 et 1980 qui ont promu la spécialisation de la production agricole, la mécanisation, la transformation des itinéraires techniques et l'intégration agro-industrielle des producteurs, puis celle des années 1990, avec le Pronaf (programme national de renforcement de l'agriculture familiale) dont les crédits ont permis d'actualiser les équipements, de renforcer la spécialisation et d'accroître la productivité du sol et des équipements. Mais si les politiques publiques ont fourni les moyens financiers de la mutation de cette forme d'agriculture, les véritables opérateurs de sa transformation sont les coopératives et les industries alimentaires régionales.

Les exploitations de la vallée du Taquari se différencient en fonction du degré de conservation de certaines caractéristiques de l'agriculture coloniale

originelle et des modalités d'intégration avec l'agro-industrie. Là encore, cette différenciation résulte largement de l'action des coopératives et des agro-industries dans leurs stratégies de modernisation des exploitations et de contractualisation sélective de la production. En effet, dans l'optique de renforcer la capacité concurrentielle de la production régionale, la stratégie des coopératives et des agro-industries a été fondée essentiellement sur le renforcement de la professionnalisation des producteurs et la spécialisation croissante de la production, ce que les agriculteurs ont réalisé de façon plus ou moins approfondie.

Sur le plan économique, l'impact des choix stratégiques des coopératives est largement positif puisque l'économie de la vallée a été fortement dynamisée. De fait, la vallée est devenue la première région de l'État en matière de production de viande de porc et la seconde en ce qui concerne la viande de poulet. Par contre, sur le plan environnemental, le bilan est moins favorable en raison de la multiplication des problèmes de pollution des sols et des eaux par les effluents d'élevage.

L'objet de ce chapitre est de souligner les implications de la modernisation et de l'intégration des exploitations familiales de la région sur la structure et le fonctionnement des unités familiales des éleveurs de porcs ou de volailles. Il s'agit plus particulièrement de s'intéresser aux processus de sélection et d'exclusion des agriculteurs liés aux stratégies des coopératives et des agro-industries, les implications des nouvelles normes techniques imposées par le processus d'intégration, l'autonomie (ou le manque d'autonomie) des agriculteurs dans leurs relations avec les coopératives et agro-industries, les impacts de la nouvelle répartition du travail dans l'organisation familiale.

Les réflexions présentées ici s'appuient sur un travail bibliographique et le recours aux bases de données officielles, mais aussi sur les résultats de trois projets de recherche réalisés dans la région au cours de la dernière décennie¹.

VALLÉE DU TAQUARI : CONTEXTE HISTORIQUE, SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le Rio Grande do Sul est l'État le plus méridional du Brésil, au sein duquel sont généralement distinguées la moitié sud et la moitié nord. Dans la moitié sud, au relief relativement plat, les grandes exploitations patronales

1. Ces projets de recherche sont : (i) le projet « Recherche et actions de divulgation sur la multifonctionnalité de l'agriculture familiale et le développement territorial au Brésil », coordonné par Renato Maluf et Maria José Carneiro du CPDA/UFRRJ ; (ii) le projet « De la multifonctionnalité de l'agriculture à la table : habitudes alimentaires et production d'autoconsommation, identité et stratégies de reproduction sociale des familles agricoles », coordonné par Renata Menasche (Ufpel, PGDR/UFRRJ) ; et (iii) le projet ANR « La production de politiques de développement agricole durable dans leurs contextes : construction de compromis institutionnels et ajustements temporels entre le global et le local » (Propocid), coordonné par Philippe Bonnal (ART-Dev, Cirad) et Renato Maluf (CPDA/UFRRJ).

d'élevage extensif ou de riz irrigué occupent la plus grande partie du foncier. Dans la moitié nord, au relief montagneux, c'est l'agriculture familiale qui domine avec des systèmes de culture diversifiés : maïs, soja, lait, porcs, volailles, etc. La vallée du Taquari se localise dans la moitié nord ; elle est aussi une division administrative formant un des 28 conseils régionaux de développement (*Corede*) qui partitionnent l'État. Ces conseils ont été constitués dans les années 1990 à des fins d'aménagement du territoire et d'élaboration du budget de l'État. Le Conseil de développement régional de la vallée du Taquari (*Codevat*) se compose de 36 municipes², représentant un espace de 4821 km². La population totale de la région, majoritairement d'origine allemande et italienne, était de 329 258 habitants en 2010³. La population agricole, de 85 740 habitants, représente 26,2 % de la population totale. Mais, dans 21 des 36 municipes, elle représente plus de 50 % de la population totale. L'espérance de vie est de 74 ans. Le bon indice de développement humain (0,801) témoigne du relatif bien-être de la population de la région, notamment grâce au bon niveau de l'éducation (indice 0,877) (Beroldt, 2010). Selon les données de la Fondation d'économie et de statistiques du Rio Grande do Sul (FEE), le taux d'analphabétisme de la population de 15 ans était, en 2010, de 4,06 %, alors que la moyenne de l'État, au cours de la même année, était de 4,53 %. En 2009, l'indice de développement socio-économique (Idese) régional était de 0,744, classant la région à la 15^e place parmi les 28 régions. Dans cet indice, ce sont les composantes éducation (0,879) et santé (0,872) qui sont les meilleures, et c'est la composante « assainissement et logement » qui est la plus faible (0,438) (FEE, 2009).

Selon la fiche socio-économique de la région rédigée par l'Université communautaire de la vallée du Taquari (Univates), la vallée comporte 25 698 exploitations agricoles, d'une surface moyenne de 13,53 ha. L'élevage génère 14,37 % de la valeur ajoutée brute (VAB) régionale, contre 10,52 % pour l'ensemble de l'État. Le produit intérieur brut (PIB) régional a été, en 2010, de 7,8 milliards de réals, soit 2,79 % du PIB de l'État. Au cours de la même année, le PIB par habitant a atteint 23 915 réals (26 142 pour l'ensemble de l'État). Les exportations totales de la région ont été de 412,1 millions de dollars, soit 2,68 % du total des exportations du Rio Grande Do Sul (Univates, 2011).

L'Université communautaire de la Vallée du Taquari souligne l'importance de l'agriculture dans la chaîne de valeur de l'économie régionale : « En fournissant des matières premières à l'industrie de transformation,

2. Le municipe est l'échelle de gouvernance locale du système fédéral brésilien composé de trois niveaux : nation, État, municipe. Il s'apparente à la commune française par son caractère local, mais s'en différencie de par le système électoral et le niveau de responsabilité. En effet, le municipe, à l'instar des deux autres niveaux, est doté de responsabilités propres en matière de pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif.

3. IBGE, Institut brésilien de géographie et de statistique, 2011. Censo Demográfico 2010. www.ibge.gov.br

les activités agricoles participent au développement de différents secteurs économiques de la région, au-delà de la valeur générée par les producteurs agricoles et leurs familles, liés au commerce de détail, transports, énergie électrique et communications» (Univates, 2011).

Les principales productions agricoles de la région sont : volailles et œufs, porcs, lait, maïs, soja, tabac et l'herbe à maté. Mais c'est la production de porcs qui caractérise l'agriculture régionale. Il y a quelques décennies, la vallée du Taquari était connue comme étant la « capitale de l'or blanc » (i.e. du saindoux). De fait, la production de saindoux a été à l'origine de l'activité actuelle d'élevage de porcs orientée désormais vers la production de viande.

À l'origine, la région était occupée par des Indiens Guarani et des *caboclo*⁴. Au XVIII^e siècle, la couronne portugaise a décidé de peupler la région par des Portugais puis, ultérieurement, par des colons venant des Açores afin de bloquer l'avancée des Espagnols venant du sud. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, la colonisation s'est renforcée avec l'arrivée d'immigrés, d'abord d'origine allemande puis d'origine italienne, motivés par les perspectives d'acquisition foncière ouvertes par la « loi de la terre » de 1850 qui a tenté de structurer un marché foncier. Au cours de cette période, la colonisation a été confiée à des sociétés privées qui vendaient et finançaient l'achat des lots de terre aux immigrés. Ce processus a poussé les Indiens et les *caboclos* à rechercher des terres disponibles dans d'autres régions. Les Allemands se sont installés principalement dans les fonds de la vallée des fleuves Jacuí et Taquari, tandis que les Italiens, arrivés plus tardivement, ont dû se contenter des zones de piémont et des zones montagneuses du nord de la région (Beroldt, 2010).

Cette colonisation, fondée sur l'immigration européenne récente, a marqué profondément l'agriculture régionale. La majorité des immigrés, qu'ils soient agriculteurs ou non, possédaient des compétences artisanales et ont développé, dès le début, une production familiale commerciale, destinée à assurer la couverture de leurs besoins financiers liés à leur installation, et notamment leurs dettes foncières. Par ailleurs, la forte tradition coopérative des immigrés, notamment des Allemands — organisés en communautés de manière à assurer leurs besoins en matière d'éducation, de culture ou de loisir — a aussi constitué un facteur important dans la conformation du réseau actuel de coopératives agricoles dont le rôle dans l'économie régionale est prépondérant.

Le tissu institutionnel de la vallée du Taquari est très dense. Il est composé d'abord par les coopératives de production qui assument également des activités d'encadrement technique des agriculteurs, de fourniture d'intrants et de matériel agricole, de transformation agro-industrielle et de commercialisation. Les deux principales coopératives de production de la région sont la Cosuel

4. Selon Renk (2009), dans l'État du Rio Grande do Sul, le terme *caboclo* est relativement vague. Il désignerait toute personne d'origine diverse (esclave fugitif, métis, etc.) se différenciant des migrants d'origine allemande, italienne ou polonaise.

(Coopérative de producteurs de porcs d'Encantado Ltda) qui compte 2845 coopérateurs et la Coopérative Languiru Ltda, qui compte 4205 coopérateurs (données 2008) (Souza *et al.*, 2009). Toutes deux possèdent une forte insertion régionale. Elles ont été des acteurs essentiels de la transformation de l'agriculture familiale et continuent d'imprimer la dynamique économique de la région. Mises à part ces deux coopératives, les sociétés et coopératives agissantes de la région sont nombreuses : BR Foods, Doux Frangosul, Coopérative Aube, Nicolini, Lativida, Laticínios Bom Gosto et Rasip. Une puissante coopérative de crédit — la Sicredi — offre aux coopérateurs de nombreux produits financiers et diverses formules d'assurance agricole, en lien étroit avec les coopératives de production. La région dispose également d'une agence de bassin : le comité de gestion du bassin des rios Taquari-Antas (CBH des rios Taquari-Antas) chargée de la gestion des ressources hydrographiques du bassin-versant et de l'application de la législation environnementale et notamment de l'habilitation des projets agricoles et d'élevage. Malgré le fait qu'il existe localement une antenne de l'Université de l'État (l'Université de l'État du Rio Grande do Sul, UERGS), la région dispose également d'une université communautaire, de statut privé, qui fonctionne comme une unité de formation des responsables professionnels, politiques et administratifs de la région. Elle correspond enfin, comme signalé antérieurement, à une unité de planification régionale qui travaille en étroite relation avec les coopératives, les agro-industries et l'université communautaire.

L'AGRICULTURE FAMILIALE DE LA VALLÉE DU TAQUARI : CAPITAUX ET RELATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

CARACTÉRISATION DES CATÉGORIES DE CAPITAL DES EXPLOITATIONS FAMILIALES

L'agriculture familiale qui prédomine dans la vallée du Taquari est hétérogène. La production d'exportation (volailles et porcs) coexiste avec une production diversifiée proche du système colonial originel. Par ailleurs, l'agriculture peut être intégrée ou non. Une distinction est également faite entre l'agriculture du bas Taquari (sur les reliefs doucement vallonnés de la bordure du fleuve Taquari) et l'agriculture du haut Taquari (au relief plus marqué).

De façon simplifiée, il est possible de distinguer trois types d'exploitations familiales dans la vallée du Taquari :

- une agriculture présentant certaines caractéristiques héritées de l'ancien système colonial (traction animale, travail manuel) générant de modestes revenus monétaires (liés généralement à la production laitière) et une production significative d'autoconsommation. Ce système concerne généralement une population âgée, exploitant un foncier limité souvent non mécanisable;

- une agriculture associant une production intensive et intégrée (porc ou volailles) et des cultures et des pratiques relevant de l'ancien système colonial ;
- une agriculture familiale consolidée, de plus grande taille économique, spécialisée dans la production végétale (maïs, soja), localisée à proximité du fleuve Taquari, ou dans la production laitière ou de porcs et de volailles dans les pentes de la vallée.

Au-delà de ces caractéristiques générales, il est possible de préciser certains éléments relatifs aux « capitaux » des exploitations.

Capital naturel

La surface moyenne des exploitations agricoles de la vallée du Taquari est relativement réduite (13,53 ha) et le mode de faire-valoir direct domine. En effet, 79 % des producteurs sont propriétaires de la totalité du foncier qu'ils exploitent, 9 % sont propriétaires d'une partie du foncier exploité, 8 % sont locataires et 2 % sont métayers. Le reste des exploitants (2 %) se répartit entre salariés et occupants de terres. Parmi les propriétaires possédant la totalité du foncier exploité, les activités productives les plus communes sont la production de lait de vache (présente dans 54 % des exploitations), le maïs (40,5 %), le tabac (24,5 %), la production porcine (24 %), la production de bois (22,7 %) et la production de volailles (20,1 %). Dans les autres catégories, les productions se répartissent comme suit : lait de vache (35,1 % des exploitations), maïs (27,3 %), tabac (20,8 %), porcs (19,5 %), production de bois (18,8 %) et volailles (14,3 %) (Univates, 2005).

Les exploitations situées dans les collines comportent un système de culture et d'élevage semblable à ceux préexistants à la modernisation agricole des années 1970 (Beroldt *et al.*, 2007). Dans le fond de vallée, la fertilité du sol et les possibilités de mécanisation ont facilité l'augmentation de la production de maïs (destinée plus spécialement à l'ensilage) et par voie de conséquence l'augmentation de l'activité d'élevage bovin et porcin.

Bien que des terres fertiles existent aussi bien dans les collines que dans le fond de la vallée, les sols de la vallée sont plus profonds et présentent une meilleure fertilité naturelle que ceux des pentes. Mais les « terres noires » des fonds de la vallée, si elles possèdent une grande capacité de rétention en eau, ne peuvent pratiquement pas être utilisées durant l'hiver. Les « terres rouges », situées également dans la vallée, sont, elles, plus aptes à la mécanisation. Dans la zone de colline, la profondeur des sols ne dépasse guère 30 cm. Ils sont généralement pierreux et très sensibles à l'érosion.

Les terres des marges de Rio Taquari (zone de la vallée) sont inondées tous les deux à quatre ans, tandis que les terres de piémont ne sont submergées que lors des grandes inondations, ce qui arrive tous les vingt ou trente ans (Beroldt *et al.*, 2007). Si la fréquence réduite des grandes inondations ne permet pas un amendement organique efficace du sol, les canaux

secondaires, aménagés le long du fleuve, améliorent un peu la situation en permettant une certaine répartition des éléments organiques et minéraux charriés par le ruissellement.

Le climat favorable aux activités agricoles et la haute fertilité des sols permettent la réalisation de trois cycles de culture par an : au printemps, en été et en hiver.

Capital physique

L'insertion des exploitations dans les relations contractuelles avec l'agro-industrie et la définition de normes de production par les pouvoirs publics et les coopératives se sont traduites par la mise en place d'une infrastructure spécialisée et l'acquisition de matériel au sein des exploitations. Cela concerne les bâtiments d'élevage pour les productions de porcs et de volailles et les équipements en matière de transfert et réfrigération du lait pour les éleveurs de bovin-lait. Par ailleurs, l'équipement des foyers ruraux en éléments de confort a largement rattrapé celui des foyers urbains. Ainsi, l'énergie électrique est présente dans tous les foyers, la télévision dans 98 % d'entre eux, le téléphone dans 90 %.

Pourtant, moins du tiers des exploitations possède un tracteur. Même dans les exploitations spécialisées, la part du travail manuel reste importante, notamment pour la manipulation des déjections animales.

Capital humain

Dans la première moitié du xx^e siècle, les familles d'agriculteurs étaient nombreuses, comptant communément jusqu'à 10 ou 12 enfants (Beroldt *et al.*, 2007). Néanmoins, cette situation a changé au cours du xx^e siècle. Dans les années 1950, le nombre moyen d'enfants par famille avait déjà diminué à 6,2 ; il était autour de 2 dans les années 2000, selon les données du recensement démographique de l'IBGE. En milieu rural, la réduction de la taille des familles est donc généralisée (Beroldt *et al.*, 2007 ; Zanetti et Menasche, 2007 ; Menasche et Schmitz, 2007).

Concernant l'âge des exploitants (propriétaires de l'ensemble du foncier exploité), 54,8 % des propriétaires ont 51 ans et plus ; seulement 13,5 % ont moins de 40 ans. Parmi les autres (non propriétaires), les chefs d'exploitation sont en général plus jeunes : 33,8 % de ceux-ci ont moins de 40 ans et 30,4 % ont plus de 51 ans.

Plus de 80 % des exploitants sont des hommes ; 64,8 % des enfants résidant sont des garçons et 35,2 % des filles.

En matière d'éducation, 83 % des exploitants propriétaires (de l'ensemble du foncier exploité) ont initié mais n'ont pas terminé le cycle fondamental de 9 ans⁵, alors que 8,3 % l'ont achevé. Parmi les non-propriétaires, ces

5. Le cycle fondamental correspond à l'école primaire et au collège, en France. Il se termine par un niveau équivalent à la fin de la troisième, en France.

données sont respectivement de 76 % et de 13,6 %. L'analphabétisme est limité : 2,2 % des exploitants propriétaires sont dans cette situation et 5,8 % des non-propriétaires.

Capital social

Le capital social des agriculteurs, notamment ceux des systèmes intégrés, est particulièrement significatif compte tenu de la place du système coopératif dans la région et du contact étroit établi entre le producteur et sa coopérative. En effet, 48,1 % des producteurs propriétaires adhèrent à une coopérative et 49,9 % bénéficient d'un contrat agro-industriel. Ces pourcentages tombent respectivement à 23,4 % et 42,9 % pour les non-propriétaires.

La syndicalisation des agriculteurs est encore plus importante, puisque 64,7 % des propriétaires sont affiliés à un syndicat, contre 37 % des non-propriétaires.

Mais pour certains agriculteurs familiaux, le capital social est encore plus important compte tenu de leur insertion dans les organes de représentation des nombreuses institutions qui structurent l'agriculture de la région, que ce soit dans le domaine universitaire, de la planification régionale, du crédit, des coopératives, des syndicats, de l'agence de bassin ou encore du pouvoir municipal.

Capital financier

Le crédit agricole est un mécanisme financier très répandu dans la vallée. Qu'il provienne du système coopératif (Sicredi) ou du système public (Pronaf), le crédit agricole concerne l'ensemble des producteurs spécialisés de la vallée. Il est inhérent au processus de modernisation.

Par ailleurs, les retraités constituent 37 % des propriétaires et 14,1 % des non-propriétaires. À noter que l'attribution automatique de la retraite lorsque le producteur atteint l'âge d'attribution — 60 ans pour les hommes ou 55 ans pour les femmes — n'implique pas, comme c'est le cas en France, l'abandon de l'activité agricole. De ce fait, la retraite s'additionne aux revenus du ménage sans changement notable du niveau d'activité.

L'EXPLOITATION AGRICOLE, LES SYSTÈMES DE PRODUCTION ET LES RELATIONS AU MARCHÉ

Au-delà des transformations induites par le processus de modernisation de l'agriculture brésilienne de la seconde moitié du xx^e siècle, l'agriculture régionale a su préserver sa forme familiale de production.

Le coopérativisme a joué un rôle historique significatif dans le processus de mise en cohérence des exploitations agricoles avec les changements de l'économie nationale et leurs propres stratégies commerciales. Ce sont elles qui ont défini les normes, les règles et les modèles de production à mettre en œuvre par leurs adhérents.

Elles ont été les intermédiaires entre les politiques agricoles nationales de modernisation des années 1970-1980 et les agricultures familiales régionales. Le cas de l'élevage de porcs est particulièrement illustratif de ce rôle d'intermédiation. La production de porcs était pratiquée essentiellement pour le marché du saindoux qui a longtemps été la production commercialement la plus importante de la région. Dans les années 1950, l'avancée de l'huile de soja, qui a remplacé progressivement la graisse d'origine animale, et la chute consécutive du prix du saindoux ont induit un changement de l'orientation productive de la région : la production de viande de porc s'est progressivement substituée à celle de saindoux.

Les coopératives ont été responsables de la diffusion de nouvelles techniques culturales et d'élevage ainsi que de la mise en place de nouvelles races dans une logique de spécialisation de la production et d'augmentation de la productivité. Dans les années 1970 et 1980, les coopératives qui avaient jusqu'alors des activités diversifiées se sont spécialisées, notamment en porcin et bovin-lait. Cette stratégie a d'une part permis de répondre aux exigences d'un marché de plus en plus concurrentiel et, d'autre part, a stimulé la spécialisation de l'élevage. Cette mutation a eu plusieurs conséquences, les plus importantes étant : l'exigence croissante en matière de professionnalisation des agriculteurs, la mise en place d'un processus de sélection des producteurs par l'agro-industrie dans le cadre de contrat de production et l'émergence d'un problème environnemental provoqué par l'excédent des effluents d'élevage.

Avec la modification de la structure de production de la vallée, les relations de travail entre les agriculteurs, l'industrie et leurs liens au marché ont également évolué (Souza *et al.*, 2009). L'association maïs-soja n'étant plus adaptée, elle a été substituée progressivement par la culture pure et mécanisée du maïs et du soja en rotation. L'extension de la mécanisation dans le fond de la vallée a été rapide et a eu un impact significatif sur le prix de la terre, alors que les terres non mécanisables des pentes ont été dévalorisées. Ainsi, le prix d'un hectare de terre de fond de vallée a pu valoir jusqu'à dix fois celui de la zone de pente (Beroldt *et al.*, 2007).

LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME D'EXPLOITATION FAMILIAL

Au cours du temps, le système colonial s'est profondément transformé, que ce soit en réponse à la transformation globale de la société ou en raison du processus d'intégration agro-industrielle dont il a fait l'objet.

La réduction de l'assise foncière

La grande taille des familles, jusque dans la première moitié du xx^e siècle, a conduit au fractionnement des exploitations par le jeu de l'héritage. La taille moyenne des exploitations de la vallée du Taquari a ainsi diminué de 25 à une dizaine d'hectares du début du siècle jusqu'aux années 1970.

Le contrôle des relations de travail et des connaissances techniques par l'agro-industrie

Les relations de production et de travail qui s'établirent dans la vallée à partir de la spécialisation et de l'intégration agro-industrielle sont très différentes de celles qui prévalaient historiquement. L'intégration agro-industrielle a exigé notamment que le producteur, et indirectement l'ensemble des actifs familiaux, travaillent en étroite collaboration avec l'industrie. La production diversifiée qui visait en premier lieu à assurer les besoins de consommation de la famille et à dégager un surplus monétaire a dès lors été substituée par une production spécialisée destinée prioritairement au marché. Aussi bien l'autonomie que l'indépendance de l'agriculteur s'en sont trouvées affectées puisque la majeure partie des décisions concernant la production est désormais exogène à l'exploitation. L'agriculteur se limite à les exécuter, en application du contrat. Le producteur bénéficie désormais d'une garantie sur la vente de sa production et l'obtention d'un revenu monétaire, mais au prix d'une perte d'autonomie, d'une simplification de son système de production et de l'abandon d'une bonne partie de son savoir-faire ancestral. Hartwig et Vendramini (2008) soulignent que « outre la perte d'autonomie, la monoculture, qui répond aux besoins du capital, pousse l'agriculteur à s'endetter et soumet tous les membres de la famille à un travail intense et à des journées de travail allongées au cours de certaines périodes ». Dans ces conditions, la tradition d'apprentissage transmise de père en fils perd de l'importance, étant substituée en partie par le conseil technique de l'agro-industrie qui coordonne et régit le travail de l'activité.

De fait, l'intégration a modifié l'intensité du travail des actifs familiaux. Les anciens systèmes d'élevage de la vallée du Taquari mobilisaient des races locales qui exigeaient peu de travail. Les animaux étaient élevés en plein air, du sevrage jusqu'à l'âge de six mois. Durant cette période, la majeure partie de l'alimentation des animaux était prélevée directement là où ils séjournaient. Ce n'étaient qu'au cours de la phase d'engraissement que les animaux étaient confinés dans la porcherie et que l'alimentation était distribuée (Terhorst et Schmitz, 2007).

La simplification des régimes alimentaires des animaux et des membres de la famille

Wagner *et al.* (2007) relèvent les changements que l'intégration de l'élevage de porcs et de volailles et la modernisation ont induit sur le fonctionnement de l'unité de production et de consommation familiale. Ils indiquent que ces changements ont été déterminants dans l'abandon des habitudes alimentaires et de la diversité des activités de production. Dans l'activité d'élevage, au-delà de l'interdiction d'élever d'autres volailles et de recourir aux races locales, l'alimentation des animaux est désormais contrôlée.

L'utilisation des aliments produits sur l'exploitation est désormais interdite, seuls doivent être utilisés des concentrés industriels⁶.

L'adoption de variétés hybrides à forts rendements a contribué aussi à réduire la diversité des productions de l'exploitation. Wagner *et al.* (*ibid*) soulignent que les agriculteurs de la vallée mentionnent le « manque de temps » comme un facteur central de la diminution de la diversité et l'abandon de certaines pratiques et habitudes. Ce manque de temps serait une conséquence de la réduction de la quantité de main-d'œuvre familiale liée à la diminution de la taille des familles, évoquée antérieurement, et à l'exode rural.

Le renforcement des mobilités touche de façon inégale les familles

La vallée du Taquari fait l'objet d'une augmentation de la mobilité des membres des familles rurales depuis les années 1980. Cette mobilité prend plusieurs formes : migrations longues et définitives dans des régions distantes, migrations de la campagne vers la ville, mobilités quotidiennes.

La migration définitive est le plus souvent liée au processus d'héritage. Le fractionnement de la propriété familiale ou la préférence donnée à l'aîné de la fratrie ont induit les autres héritiers à rechercher de nouvelles terres, sur la frontière agricole, principalement dans les États de Santa Catarina, Paraná et Mato Grosso do Sud, où le faible prix du foncier leur a parfois permis d'accumuler d'importantes propriétés.

Les populations rurales situées sur les flancs de la vallée ont été davantage concernées par l'exode rural que celles du fond de vallée, compte tenu de la mise en concurrence des agriculteurs par l'agro-industrie. Les revenus de l'exploitation étaient devenus insuffisants pour entretenir une famille nombreuse et acquérir les intrants nécessaires. Par ailleurs, de plus en plus de personnes estimaient que le travail au champ était exténuant au regard du travail en milieu urbain alors en pleine expansion et qui attirait de plus en plus les jeunes ruraux. Il n'était pas rare que beaucoup de fils et de filles d'agriculteurs (parfois même des familles entières) choisissent de partir en ville (Beroldt *et al.*, 2007). Ce processus a eu des implications aussi bien sur la disponibilité de main-d'œuvre agricole que sur la transmission des exploitations agricoles.

L'exode rural et la mobilité des membres de la famille n'ont pas conduit à la désertification de la région, notamment en raison de l'importance de la mobilité des actifs ruraux liée à la pluriactivité. En effet, de nombreux actifs

6. Mais face à cette interdiction, Menache et Schmitz (2007) ont observé la pratique courante parmi les exploitants sous contrat avec l'agro-industrie d'élever des volailles et des porcs destinés à l'autoconsommation à l'insu de l'industrie, dans des bâtiments cachés ou localisés chez un voisin. Ces éleveurs se refusent à consommer les animaux engraisés selon les directives de l'industrie et préfèrent recourir aux techniques et aliments du bétail traditionnels pour produire les animaux destinés à l'autoconsommation.

ruraux continuent de vivre et de travailler en milieu rural et cela d'autant plus facilement que la campagne est irriguée d'un vaste réseau de petites villes, facilitant l'accès aux services publics, et que le réseau routier est de bonne qualité.

La pluriactivité a été rendue possible par la disponibilité du travail au sein même des industries agroalimentaires et dans les unités manufacturières de fabrication de chaussures dans la région. Ellen Woortmann (2007) souligne que « les colons consacraient une partie de la force de travail familiale, en général des garçons, durant le week-end à des activités non agricoles telles que des prestations de garçon de restaurant ou de serveur dans les clubs de loisir. D'autres activités liées à des entreprises proches de fabrication de chaussure ou de bonneterie étaient réalisées à la maison, par les membres de la famille et étaient payées à la pièce. » Selon l'auteure, la pluriactivité était bien acceptée dans les colonies, parce qu'elle pouvait être combinée au travail des femmes à la ferme et permettait d'augmenter le revenu familial.

Gaviria et Pezzi (2007) précisent que le départ des jeunes de la vallée du Taquari répondait souvent à une recherche d'autonomie vis-à-vis de l'unité de production familiale grâce à l'obtention de revenu individuel. Le travail en milieu urbain présentait plus de possibilité de mobilité sociale. L'obtention d'un revenu individuel constitue le facteur de transition « entre la dépendance et l'indépendance financière des enfants vis-à-vis des parents » (*Ibid.*). Le travail cesse d'être perçu comme une activité au caractère strictement familial pour devenir une question individuelle. À travers lui, les jeunes acquièrent de l'autonomie dans la prise de décisions sur la trajectoire de leurs vies personnelles et professionnelles » (*Ibid.*). Ces auteurs observent également que de nombreux jeunes adultes qui possèdent un emploi en milieu urbain continuaient d'habiter dans le domicile familial à la campagne du fait que leur salaire ne permettait pas de payer leur loyer et leur alimentation. Par ailleurs, le fait que de nombreux emplois urbains exigent des diplômes académiques ou professionnels exclut de fait les jeunes ruraux qui en sont dépourvus et les cantonne aux salaires les plus bas.

La migration des jeunes ne se réalise pas sans conflits, puisque les garçons sont théoriquement censés poursuivre les activités de leurs parents. Par contre, les filles semblent plus déterminées dans leurs projets de départ. Beaucoup d'entre elles éprouvent une réelle insatisfaction quant à leur rôle, à leur position sociale et à la subordination de leur fonction dans les activités productives de l'unité familiale. Leur départ pour la ville, l'accès à l'éducation et l'insertion dans le marché de travail urbain leur ouvre la possibilité de l'ascension sociale que le milieu rural leur interdit. Aussi la migration des filles de la vallée du Taquari est-elle bien plus importante que celle des garçons.

Une certaine volonté de préserver le patrimoine familial

Mais, même en désirant quitter le milieu de leur enfance, les jeunes maintiennent une identification culturelle avec la campagne et l'agriculture. C'est

le mode de vie à la campagne qui est le principal élément de liaison. La qualité de vie et d'alimentation, la tranquillité et l'autonomie (être « propriétaire ») sont mises en avant comme étant les facteurs centraux qui justifient la préservation du patrimoine familial et qui sont évoqués pour justifier leur refus de vendre l'exploitation familiale. Ce désir de maintenir l'intégrité de l'exploitation en tant que patrimoine familial est exprimé par des jeunes des deux sexes. Ainsi, même s'ils jugent le travail en milieu rural pénible et mal rémunéré, les jeunes sont unanimes pour ne pas souhaiter la vente de l'exploitation agricole familiale et reconnaître l'existence d'une identité rurale (Menasche et Schmitz, 2007).

Une évolution de la structure du revenu familial et du système d'activité

La retraite agricole assure désormais un revenu monétaire minimum à la famille, en permettant de réduire le niveau d'exigence de maintien de l'activité productive au sein de l'exploitation familiale. En d'autres termes, la diminution de la production peut être partiellement compensée par le revenu de la retraite. Souvent, on observe que la production agricole perd de son importance au sein de l'exploitation familiale, puisque le revenu monétaire global se compose du revenu du travail non agricole et/ou des retraites. Cela entraîne, par exemple, l'abandon de diverses productions traditionnelles et une réduction de la diversité du système de production.

Lorsque les éléments cités précédemment se combinent, la main-d'œuvre disponible se consacre en priorité aux productions commerciales les plus rentables, ce qui est le cas de l'élevage et des cultures mécanisées. Bien que les systèmes d'élevage intégrés de porcs ou de volailles aient de fortes exigences en main-d'œuvre et qu'ils absorbent la main-d'œuvre de systèmes de production en crise, ils ne sont pas suffisants pour garantir la permanence des jeunes en milieu rural. Par ailleurs, les structures de production (porcheries) ont augmenté de taille et la production se concentre de plus en plus pour faciliter la collecte et le transport des animaux vers les abattoirs industriels. Cela a généré, dans la vallée, un processus d'exclusion d'agriculteurs du système d'intégration.

Une relation avec l'environnement mal maîtrisée

La déprise agricole différenciée et l'intensification des systèmes de production ont des effets environnementaux contradictoires.

D'un côté, la diminution de la disponibilité de main-d'œuvre dans les exploitations a eu *in fine* un impact favorable dans le domaine environnemental. De fait, la pénurie de bras a fait que de nombreuses familles ont arrêté de cultiver les zones considérées comme les plus difficiles, notamment celles situées sur les versants les plus abrupts de la vallée. On observe ainsi une recrudescence de la forêt naturelle, notamment dans les secteurs situés en haut des pentes. Mais, dans certains cas, la reconstitution de la couverture

forestière se fait avec des espèces exotiques, telles que l'eucalyptus, ce qui limite l'intérêt écologique.

D'un autre côté, la multiplication des élevages intensifs dans les petites propriétés, la réduction des forêts galeries protégeant les cours d'eau ont généré des problèmes de pollution du sol et des eaux. On estime que les ressources hydriques d'au moins la moitié des municipes de la région sont polluées malgré la régulation imposée par l'agence de bassin (la CBH des rios Taquari-Antas) dans l'usage du sol et l'existence d'une législation environnementale contraignante obligeant les agriculteurs à habilitier, selon des critères environnementaux, leurs projets de développement agricole. Pour beaucoup d'observateurs, cette pollution constitue l'un des principaux défis de la région en matière de développement, car elle menace à la fois les activités économiques (agricoles et industrielles, notamment) et le bien-être de l'ensemble de la population rurale et urbaine.

CONCLUSION

La transformation des exploitations agricoles, sous l'effet de l'action des coopératives et des agro-industries, a eu des répercussions sur le lien entre les membres de la famille, provoquant dans les cas extrêmes une émigration d'une partie des actifs familiaux. Mais cette situation est loin d'être la plus fréquente. Dans de nombreux cas, le lien familial reste établi, même si les activités des actifs familiaux se sont diversifiées par le jeu de la pluriactivité.

La transformation de l'agriculture familiale traditionnelle de la vallée — l'agriculture coloniale — qui s'est réalisée par la spécialisation et l'intégration industrielle, orchestrée par les coopératives agricoles, s'exprime par une modification assez profonde de l'architecture des capitaux des exploitations familiales. Le capital naturel s'est parfois accru du fait de la moindre pression anthropique et la reforestation, mais il s'est souvent dégradé sous l'effet des pollutions d'élevage. Le capital physique, pour les exploitations qui n'ont pas disparu du fait du processus migratoire, s'est accru de par les investissements dans des bâtiments d'élevage spécialisé et la mécanisation. Le capital humain a perdu en ce qui concerne la taille des familles et la composition familiale (départs des filles plus nombreux que ceux des garçons) et de la disponibilité d'actifs familiaux, mais il a certainement gagné sur le plan de l'éducation, de la santé et, de façon générale, sur le niveau de bien-être des membres de la famille. Le capital social enfin s'est accru de par la multiplication des connexions institutionnelles du producteur et des membres de la famille, mais au prix d'une certaine perte d'autonomie dans la prise de décision.

La mise en évidence des problèmes récents des agriculteurs — spécialisation excessive des systèmes de production, concentration immodérée de la production, exclusion de producteurs, perte d'autonomie du chef d'exploitation, aggravation des problèmes environnementaux — pourrait militer

pour une plus grande prise en compte des idées concernant la conversion productive (agroécologique, écologique, etc.) et du développement durable dans les politiques publiques de la région. Mais cela ne s'est pas produit. Au contraire, la région se montre relativement imperméable à de telles idées. Malgré le fait que des acteurs régionaux importants (comités, associations, coopératives, syndicats, etc.) expriment leurs critiques, il n'y a pas de véritables changements permettant d'améliorer les politiques régionales de développement agricole. On n'observe pas l'émergence de politiques de conversion productive visant à appuyer des productions moins polluantes et la diversification des activités. Bien qu'il existe un mouvement de construction de la problématique environnementale régionale et de débats autour des défis de l'élevage régional, cela n'a pas encore donné lieu à des actions pratiques ou des instruments concrets de politique publique.

Les questions relatives à l'offre de main-d'œuvre, aux conditions de travail et de succession dans l'agriculture familiale, restent en suspens. Des politiques nationales comme le Pronaf ont cherché à renforcer des lignes spécifiques pour les jeunes agriculteurs, les femmes agricultrices et ouvrir d'autres lignes susceptibles de stimuler la diversification et l'élargissement des possibilités de travail dans l'exploitation familiale (sylviculture, activités agro-industrielles, tourisme rural, artisanat). Mais force est de constater que la pénétration régionale de ces mesures est encore tout à fait balbutiante.

La persistance et la rigidité relative du modèle agro-industriel propre à la région laisse peu de chance à des changements dans le profil de la production régionale. À l'instar des problèmes environnementaux, les problèmes de succession dans l'agriculture familiale régionale constituent un sujet récurrent dans le discours des acteurs institutionnels. Mais il n'y a pas de volonté réelle de construire des politiques capables d'infléchir le cours actuel des choses.